



John Adams
Library.



IN THE READING ROOMS OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY



SHELF NO.

1000



CONVENTION

ENTRE

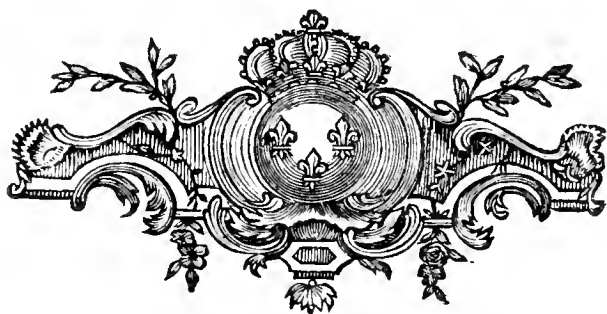
LE ROI

ET LE PRINCE

DE NASSAU-WEILBOURG,

*Concernant les limites de leurs États
respectifs.*

Du 24 Janvier 1776.



A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

M. DCCLXXVI.



L OUIS, PAR LA GRÂCE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront; SALUT. Comme notre cher & féal le sieur Pierre de Sivry, Président à mortier en notre Parlement de Lorraine, auroit, en vertu du plein-pouvoir que nous lui avons donné, signé avec le sieur Reusch, Conseiller de la Cour de notre très-cher & bien-amié cousin le Prince de Nassau-Weilbourg, & son Commissaire pour le règlement des limites du comté de Saarwerden, pareillement muni de ses pouvoirs, une Convention générale & définitive d'échange & de limites, qui lève & termine toutes les difficultés qui subsistoient depuis long-temps, & qui se renouveloient journellement, par rapport aux enclaves respectives, & aux droits & territoires contentieux entre la Lorraine & partie du territoire de Metz, d'une part, & le tiers du comté de Sarwerden & de la vouerie d'Herbitzheim,

terres d'Empire, d'autre part; de laquelle Convention la teneur s'ensuit:

L E ROI Très-Chrétien & le Prince de Nassau-Saarbruck, ayant conclu en 1766, une Convention, par laquelle ils ont arrangé les contestations qui subsistoient depuis long-temps entre la Lorraine & l'évêché de Metz, d'une part, & les comtés de Saarbruck & d'Ottweiler; comme aussi les deux tiers que ledit Prince possède dans le comté de Saarwerden & la vouerie d'Herbitzheim, terres d'Empire, d'autre part; & le Prince de Nassau-Weilbourg qui possède l'autre tiers dudit dernier comté & de ladite vouerie, composant son bailliage de Neuf-Saarwerden, ayant marqué le desir d'accéder à ladite Convention, ou d'en conclure une pareille, tant par rapport aux articles y contenus, qui concernent en général tout le comté de Saarwerden & toute la vouerie d'Herbitzheim, que pour arranger quelques différends & contestations qui subsistent entre ledit Bailliage & les endroits voisins de la Lorraine; comme aussi pour échanger en même temps quelques rentes & biens du domaine que le Prince possède dans les États du Roi, & le Roi dans ceux du Prince, Sa Majesté Très-Chrétienne a bien voulu déférer au desir du Prince; & pour parvenir à un but si salutaire, le Roi Très-Chrétien & le Prince de Nassau-Weilbourg ont nommé, savoir; Sa Majesté Très-Chrétienne le sieur **ESPRIT-CLAUDE-PIERRE DE SIVRY**, Président à mortier en son Parlement de Lorraine; & le Prince de Nassau, le sieur **JEAN-ANTOINE REUSCH**, Conseiller de sa Cour, lesquels, après s'être communiqués leurs pleins-pouvoirs, & avoir discuté la matière, sont convenus des articles suivans, sous la ratification du Roi Très-Chrétien & du Prince de Nassau-Weilbourg.

A R T I C L E P R E M I E R.

I L a été convenu de prendre pareillement pour base & fondement de la présente Convention, comme on a fait dans

la susdite Convention faite avec M. le Prince de Nassau-Saarbruck, en tant qu'il n'y sera pas expressément dérogé, les Traités de paix de Westphalie & de Ryswick, conclus entre le Roi & l'Empire, & en particulier les articles desdits Traités, qui concernent les intérêts de la Maison de Nassau; comme aussi les conventions particulières, tant anciennes que nouvelles, faites entre la France & la Lorraine, d'une part, & la Maison de Nassau, de l'autre; savoir, les transactions passées en 1581, 1621 & 1623; la transaction ménagée à Ratibonne par les Députés de l'Empire, entre la Maison de Nassau & le Duc de Lorraine Charles IV, le 2 décembre 1669; la convention préliminaire conclue à Versailles en 1741 & ratifiée par Sa Majesté le 3 juillet 1742.

A R T. I I.

LE Prince de Nassau-Weilbourg renonce de même, comme le Prince de Nassau-Saarbruck a déjà fait, à la revision réservée au profit de sa Maison, par la transaction de 1669; & en conséquence, Sa Majesté & ses successeurs continueront à jouir en toute propriété & à perpétuité, de la souveraineté & de toute supériorité sur les villes de Bouquenom & du Vieux-Saarwerden, leurs appartenances & dépendances, ainsi qu'elles ont été adjugées à la Maison de Lorraine, par la sentence du 7 juillet 1629; en conséquence de quoi, il est convenu que ladite transaction de 1669, ensemble le récéss d'exécution de l'année 1670, soient exécutés. Sa Majesté, de son côté, par réciprocité, renonce à ses prétentions sur les parts & portions que ledit Prince possède dans le comté de Saarwerden, conformément aux partages faits entre lui & la Maison de Nassau-Saarbruck en l'année 1745, pour en jouir par lui & ses successeurs à perpétuité, en toute supériorité, sous la dépendance de l'Empire. Le Roi & le Prince de Nassau renoncent également aux fruits prétendus de part & d'autre, & réservés par la transaction de 1669, pour raison des non-jouissances, pendant les occupations alternatives dans le comté de Saarwerden & la vouerie d'Herbitzheim; & Sa

Majesté, par une considération pareille pour ledit Prince, comme pour le Prince de Nassau-Saarbruck, renonce purement & simplement à la recherche de la cense appelée Wieberfweillerhoff & à son équivalent, sans que la Maison de Nassau puisse à l'avenir être inquiétée en aucune façon sur cet objet.

A R T. I I I.

A l'égard des échanges, on est convenu réciproquement des arrangemens suivans: 1.^o Le Prince de Nassau cède à Sa Majesté & à ses successeurs, la propriété de tous les biens & héritages appartenans au même Prince, sur les bancs de Saarlbe & à Willervaldt, consistans en terres & en prés, sans en rien réserver ni excepter: 2.^o Le Prince cède également à Sa Majesté l'étang appelé le *Straassen-Weyer*, situé sur les bancs de Schopperten & de Bouquenom, qu'il fera mettre incessamment & à ses frais, en état de toutes réparations; la partie située sur le banc de Schopperten-Nassau, passera sous la souveraineté de la France, & la propriété dudit étang appartiendra en totalité à Sa Majesté & à ses successeurs: 3.^o Le Prince s'engage à fournir incessamment au Roi, des fonds en prés, à portée du haras de Saarlbe, & à la convenance de ce domaine, jusqu'à concurrence d'un revenu annuel de la somme nette de trois cents quarante-une livres dix-huit sous un denier, cours de Lorraine, formant l'équivalent des cessions réciproques; ces prés seront réunis, autant que faire se pourra, soit dans un seul continent, soit dans différentes parties d'une étendue convenable: 4.^o Le Prince de Nassau renonce purement & simplement, pour lui & ses successeurs, à la prétention formée par lui & par la communauté de Castell, sur dix-huit arpens de terre & six journaux de prés réunis au domaine du Haras.

A R T. I V.

EN échange, le Roi cède à perpétuité au Prince de Nassau & à ses successeurs, en toute propriété, les biens & droits suivans, savoir: 1.^o L'étang nommé le *Glas-Buhel-Weyer*, situé sur le banc de Castell, avec les terres & prés situés sur le même

banc, appartenans à Sa Majesté : 2.^o Les dixmes faisant partie de son domaine de Fénétrange, sur le banc de Zollingen & dépendances, & les prés du même domaine; sur le banc de Pillorff, sans en rien réserver ni excepter : 3.^o Le Roi renonce purement & simplement aux quatre-vingt-onze arpens un quart & quatre verges en terres, prés & jardins détachés du banc de Zollingen, & connus sous le nom de *Schloß Guther*, ou dépendances du château de Vieux-Saarwerden, qui feront à l'avenir partie du territoire de Nassau; le Prince sera tenu néanmoins de maintenir les baux actuels jusqu'à leur expiration; & s'il juge à propos de les résilier, il demeurera chargé de toute indemnité envers les fermiers: bien entendu aussi que la renonciation du Roi à cette portion de territoire, ne pourra nuire ni préjudicier aux droits de pâture, parcours & passage auxquels il peut être assujéti envers la communauté de Vieux-Saarwerden.

V.

LE pont construit sur la rivière de Saarre, entre Bouquenom & Neuf-Saarwerden, sera commun & mi-parti entre les deux Dominations, pour la propriété, la souveraineté & l'entretien; les deux bornes qui existent du côté de la ville de Neuf-Saarwerden, seront ôtées; on plantera sur le pont une borne séparative des deux États, à distance égale des deux rives de la rivière, dont le milieu formera la limite des deux souverainetés; & les parties contractantes jouiront chacune dans la partie du pont & dans la moitié de la rivière contiguës à ce territoire, de tous les droits de juridiction & de souveraineté, & y porteront toutes les charges contingentes: bien entendu que de part & d'autre il ne pourra être établi aucun droit de passage, de pontonage, ni autres impositions quelconques, concernant l'usage dudit pont; que les réparations se feront promptement, aux frais du Souverain, de la partie qui en aura besoin, & que la navigation continuera d'être libre sous le pont & dans les parties de la rivière sur lesquels il domine; le Prince de Nassau ne permettra pas qu'il y soit fait aucunes constructions, digues, édifices, moulins ou autres bâtimens & usines qui

puissent en changer le cours actuel ; & il se prêtera aux mesures qui seront proposées de la part de la France , pour rendre la rivière de Saarre plus navigable , & praticable à de grosses barques.

A R T. V I.

LE Prince de Nassau-Weilbourg renonce pareillement , comme le Prince de Nassau-Saarbruck a déjà fait pour lui & ses successeurs , à la répétition des droits de péage & de haut-conduit , prétendus par la Maison de Nassau dans les villes de Bouquenom & Vieux-Saarwerden , en vertu de la transaction de 1669 , & du recès d'exécution de 1670 , & dont ladite Maison n'a pas joui depuis ce temps-là ; & Sa Majesté , pour lever toute difficulté , & faire cesser toute contestation à l'avenir sur cet objet , & conformément à la décision du Duc de Lorraine , Léopold , du 8 octobre 1721 , ainsi qu'au projet d'accommodement proposé par les Commis-faires de Lorraine , le 17 février 1731 , laissera supprimés pour toujours , comme Elle a déjà aboli depuis le commencement de l'année 1769 , les péages dits Der-Zoll à Bouquenom & Vieux-Saarwerden , & érigés en 1739 , & ne souffrira plus , sous quelque prétexte que ce puisse être , que ledit droit y soit rétabli , ni aucun autre.

A R T. V I I.

LES habitans de Bouquenom & de Vieux-Saarwerden , jouiront de toute exemption de péage & de haut-conduit par terre & par eau , dans les bureaux des lieux que le Prince de Nassau-Weilbourg possède dans le comté de Saarwerden & la vouerie d'Herbitzheim , pour les blés , grains , foin , avoines , regains , bestiaux , vins & toutes autres choses quelconques , qu'ils tireront & achetteront dans l'étendue dudit comté , ainsi que pour les mêmes denrées & marchandises venant de Bouquenom & de Vieux-Saarwerden , & qu'ils transporteront d'un lieu à l'autre , & aux foires dans le comté pour leur commerce ; mais quant aux effets & autres marchandises étrangères qu'ils feront entrer dans le comté , ou qu'ils en feront sortir ,

ils ne payeront pas de plus forts droits aux bureaux de Nassau, que ceux que payent les propres sujets du Prince, conformément au tarif de 1743, qui sera rétabli à cet effet, tel qu'il étoit avant le partage du comté, de l'année 1745, duquel tarif on a déjà joint un exemplaire à la convention faite en 1766, avec M. le Prince de Nassau-Saarbruck.

A R T. V I I I.

LE commerce entre les sujets du Roi, & notamment entre ceux de Bouquenom & Vieux-Saarwerden, & ceux du Prince dans ledit comté & la vouerie d'Herbitzheim, sera libre de part & d'autre; & Sa Majesté & le Prince de Nassau-Weilbourg ordonneront à leurs Officiers respectifs, sur les lieux, d'y tenir la main, sans souffrir que lesdits sujets soient troublés en aucune façon, & qu'on n'admette aucune préférence de l'un à l'autre.

A R T. I X.

EN conséquence de ces dispositions amiables, & pour donner au Prince de Nassau une nouvelle preuve de la faveur que le Roi veut bien accorder au commerce des sujets du comté de Saarwerden, Sa Majesté déclare que lesdits sujets feront & demeureront, dès-à-présent & à perpétuité, exempts des droits imposés sur les cuirs qu'ils transporteront d'une partie dudit comté & de la vouerie d'Herbitzheim à l'autre, en passant par les villes de Bouquenom & de Vieux-Saarwerden; bien entendu que cette exemption n'aura point lieu par rapport aux cuirs que les habitans du comté de Saarwerden & de la vouerie d'Herbitzheim transporteront hors du royaume, ou qu'ils feront venir du dehors; bien entendu aussi que cette même exemption ne pourra pas être par eux prétendue à d'autres bureaux qu'à ceux de Bouquenom & de Vieux-Saarwerden.

A R T. X.

COMME dans le comté de Saarwerden, le droit particulier appelé vulgairement Weggeldt, se perçoit au profit des Communautés, pour l'entretien du pavé, ce même droit qui a été

levé de tout temps à Bouquenom & Vieux-Saarwerden jusqu'en 1739, qu'il a été supprimé, lorsque celui du Der-Zoll a été établi, sera de nouveau levé & perçu au profit desdites villes de Bouquenom & de Vieux-Saarwerden, par leurs Préposés, sur l'ancien pied, sans qu'il puisse être augmenté par la suite, & tous les passans indistinctement, soit sujets du comté, ou autres, seront obligés de le payer. Ceux de Bouquenom & de Vieux-Saarwerden, continueront aussi à l'acquitter à Castel & à Herbitzheim, où il est en usage & sur l'ancien pied, argent de Lorraine, conformément au tarif ci-joint & au procès-verbal d'adjudication, du 30 décembre 1726, joint à la convention de 1766, sans qu'il puisse être augmenté par la suite. Le rétablissement de ce droit de Weggeldt pour la ville de Bouquenom lui tiendra lieu de celui de nouvelle gabelle sur les vins, obtenu par arrêt du Conseil du Roi de Pologne, à Lunéville le 16 janvier 1758, pour octroi de deniers patrimoniaux, & suivant le contenu de cet arrêt. En conséquence, le nouveau droit de gabelle sera supprimé pour toujours, comme absolument contraire au commerce des sujets respectifs.

A R T. X I.

IL sera libre aux habitans des villes de Bouquenom & de Vieux-Saarwerden, ainsi qu'à ceux du Prince de Nassau-Weilbourg, dans la vouerie d'Herbitzheim & dans le comté de Saarwerden, d'acheter & de vendre tels biens qu'ils jugeront à propos dans l'un ou dans l'autre territoire, sans que l'on puisse en aucune façon y porter le moindre empêchement, ni exiger le dixième du prix, sauf les droits de vente accoutumés, pour lesquels les sujets des territoires respectifs seront traités également & sans aucune distinction.

A R T. X I I.

L'EXÉCUTION de la convention provisionnelle de 1741, n'étant pas praticable quant au chemin de communication qui y est proposé, la convention de 1581 sera suivie & exécutée suivant sa forme & teneur : En conséquence, tous les effets

& denrées appartenans au Prince de Nassau-Weilbourg, & qu'il voudra faire fortir du comté de Saarwerden & de la vouerie d'Herbitzheim, ou y faire rentrer, ainsi que ceux qu'il tirera des États du Roi, & autre territoire étranger, passeront exempts de tous droits dans les bureaux de Lorraine, comme cela s'est pratiqué jusqu'à présent; & réciproquement les effets appartenans à Sa Majesté, vivres, fourrages, munitions & autres, portés d'un magasin à l'autre, & de quelque endroit qu'ils viennent, passeront de la même façon, exempts de tous droits, dans la partie de ce Prince du comté de Saarwerden & de la vouerie d'Herbitzheim, le tout sur des passeports ou certificats en bonne forme, qui seront donnés de part & d'autre par les Officiers des lieux du chargement: bien entendu que, sous la dénomination d'effets appartenans au Roi, on ne pourra pas comprendre les vivres, fourrages & autres denrées que des Entrepreneurs particuliers des troupes de Sa Majesté, feront passer par le territoire du Prince de Nassau-Weilbourg. Comme les Officiers de judicature & autres au service de la Maison de Lorraine, les personnes nobles & privilégiées, ainsi que les Ecclésiastiques & maisons Religieuses domiciliées à Bouquenom & Vieux-Saarwerden, de même que ceux qui demeurent dans ledit comté & vouerie, au service & sous la domination de la Maison de Nassau, ont toujours joui depuis ladite transaction de 1581, dans les territoires respectifs, de la même exemption des péages dans les bureaux de part & d'autre, pour les effets & denrées destinées à la consommation de leur ménage, & non pour en faire commerce, ils continueront d'en jouir. Mais pour obvier aux abus qui pourroient résulter de la multiplicité des personnes qui se prétendroient exemptes, il a été convenu de s'en rapporter à la même liste des personnes qui a été dressée en 1766, & jointe à la convention conclue alors avec M. le Prince de Nassau-Saarbruck.

A R T. X I I I.

S'IL arrivoit que le Roi jugeât à propos de permettre la libre exportation des grains, il a été convenu que le Prince

de Nassau-Weilbourg & ses sujets du comté de Saarwerden & de la vouerie d'Herbitzheim, jouiront de cette même liberté en plein & aussi long-temps que les propres sujets de Sa Majesté en jouiront, & qu'ils pourront en conséquence faire transporter leurs grains dans la seigneurie de Kirchheim-Bolland, ou ailleurs, ou en pays étrangers, sans aucun empêchement; en observant de ne les faire passer que par le bureau de Saaralbe allant en Allemagne, & par celui de Metting allant en Alsace, ou autres qui seront indiqués à la réquisition du Prince, & à charge par les sujets du comté de Saarwerden & de la vouerie d'Herbitzheim, de payer dans lesdits bureaux les droits de péage ordinaires, sous les peines portées par les ordonnances, arrêts & réglemens du royaume. Le Prince payera les mêmes droits pour ses propres grains qu'il fera sortir du royaume par la route d'Alsace, mais pour ceux qu'il fera transporter du comté & de la vouerie à Kirchheim-Bolland, ou ailleurs, par la route de Lorraine, on n'exigera pas le droit de péage aux bureaux de Lorraine, en conformité de l'article XII ci-dessus. Il a été convenu en outre que, tant que la libre exportation des grains sera défendue dans les États de Sa Majesté, le Prince de Nassau-Weilbourg & ses sujets, pourront en tout temps exporter du comté de Saarwerden & de la vouerie d'Herbitzheim, l'excédant de leur consommation annuelle, lequel a été évalué à six mille simmers de froment, & à neuf mille simmers d'orge & d'avoine, qu'il leur sera libre de faire transporter dans ladite seigneurie ou ailleurs, en observant les formalités ci-dessus prescrites.

A R T. X I V.

POUR ne point gêner la récolte, il est convenu que les sujets, tant ceux du Prince de Nassau-Weilbourg, que ceux de France & de Lorraine, qui avoisinent le comté de Saarwerden & la vouerie d'Herbitzheim, qui recueilleront des grains en gerbes, foins ou autres productions, sur des terrains à eux appartenans en propre, ou tenus à ferme dans l'un ou l'autre territoire, pourront les conduire chez eux, en temps de

récolte, librement & sans aucune formalité, ni sans être tenus de prendre aucune sorte d'acquits dans les bureaux respectifs.

A R T. X V.

LES sujets du Prince de Nassau-Weilbourg, qui possèdent des biens-fonds dans le royaume de France & dans la Lorraine, seront astreints, comme les sujets du Roi, aux impositions réelles sur lesdits fonds ; & réciproquement les sujets de Sa Majesté qui ont des terres & biens dans le territoire de Nassau-Weilbourg, en payeront les charges & impositions réelles, comme ceux dudit Prince.

A R T. X V I.

QUANT à la contestation subsistante entre la ville de Bouquenom & la Maison de Nassau, par rapport au droit de pâturage que la communauté de cette ville prétend sur différents bancs du comté de Saarwerden, il a été réglé & convenu de le circonscrire dans un certain canton qui sera affecté exclusivement & à jamais au pâturage des bestiaux de la communauté de Bouquenom. En conséquence, la même communauté jouira à perpétuité, & à l'exclusion de toutes autres communautés Nassauviennes, du droit de pâture sur les terres, prés, bois & autres héritages composant le banc de Bouquenom, sans qu'aucune autre communauté du territoire de Nassau puisse en partager l'exercice à l'avenir, soit à titre de droit de parcours, ou sous prétexte de tout autre titre, convention ou droit particulier, auxquels le Prince de Nassau déclare expressément renoncer, tant pour lui que pour les susdites communautés.

La communauté de Bouquenom jouira en outre, & pareillement à l'exclusion de toute autre, notamment de celle de Schopperten, du droit de vaine pâture sur le banc dudit Schopperten-Nassau, dans le canton de Prés, appelé Niedermatt, mais dans un continent de l'étendue de cent arpens seulement, contigu à la partie du même canton située sur le banc de Bouquenom.

Le canton de la forêt de Loutterbach, de la consistance d'environ six cents arpens, désignés dans l'acte du 2 mai 1607, demeurera de même affecté exclusivement & à jamais à l'exercice du droit de vaine pâture de la communauté de Bouquenom, sans qu'à l'avenir la communauté de Schopperten puisse user du droit mentionné dans ledit acte de 1607, de passer sur le banc de Bouquenom, pour aller sur celui de Loutterbach.

Indépendamment desdits cantons de prés & de bois affectés exclusivement au pâturage des bestiaux de la communauté de Bouquenom, elle continuera de jouir du droit de vaine pâture sur le banc de Bouschert, & du droit de grasse pâture dans la forêt de Bauholz, mais seulement de la même manière & dans les mêmes terres qu'elle en a joui jusqu'aujourd'hui, sans exclusion des autres Communautés, qui y conserveront, ainsi que celle de Bouquenom, l'exercice de leurs droits respectifs; les cantons affectés au droit de pâture de la ville de Bouquenom, seront abornés par les Commissaires nommés pour l'exécution de la présente Convention, & ils en dresseront procès-verbal qui sera censé faire partie du présent Traité.

En reconnoissance de l'exercice des droits de pâture de la communauté de Bouquenom sur le territoire de Nassau, elle payera annuellement au Receveur du Prince de Nassau-Weilbourg à Neuf-Saarwerden, un cens perpétuel de huit rasières d'avoine, évaluées à vingt-quatre livres de France, & elle ne pourra plus prétendre aucun autre droit de grasse ou vaine pâture sur les bancs du territoire du Prince de Nassau-Weilbourg, que ceux spécifiés par le présent article, sauf néanmoins ses répétitions à l'égard des pâtures par elle prétendues sur d'autres bancs du comté de Saarwerden, réservées par l'article XVI du Traité de 1766, & restreintes aux termes de la délibération prise par la même Communauté le 9 janvier 1776, sans qu'à raison des nouvelles pâtures dont elle pourroit jouir sur ces bancs, ou sous quelque prétexte & dans quelque temps que ce puisse être, le cens de vingt-quatre livres de

France puisse être augmenté; le Prince de Nassau-Weilbourg renonçant, tant pour lui que pour la Maison de Nassau, à toute répétition contre la communauté de Bouquenom, au sujet de ses droits de pâture sur le territoire de la même Maison.

A R T. X V I I.

LE parcours commun que les communautés de Saarlbe & de Castel exercent réciproquement sur les prairies dépendantes de ces lieux, sera & demeurera aboli à perpétuité, & chacune desdites communautés en jouira désormais exclusivement à l'autre sur leurs bancs respectifs: mais comme le banc de Saarlbe est traversé en différens sens par celui de Castel, les Commissaires nommés pour l'exécution de la présente Convention, seront autorisés à faire, de concert avec lesdites Communautés, les échanges nécessaires pour ouvrir une communication libre & indépendante entre les différentes parties du banc de Saarlbe; & si cet arrangement ne pouvoit pas être effectué, la communauté de Castel sera tenue de céder, abandonner & assurer à jamais à celle de Saarlbe, un droit de passage sur les prairies intermédiaires qui lui appartiennent; à la charge par la communauté de Saarlbe, de l'en indemniser de la manière que les Commissaires respectifs jugeront juste & raisonnable: les procès-verbaux dressés en conséquence de l'arrangement qui sera fait à cet égard, seront censés faire partie de la présente Convention.

A R T. X V I I I.

LA Convention conclue le 19 décembre 1748, entre les Commissaires du Roi & du Prince de Nassau, concernant le droit de pâture appartenant au village de Saltzbronn sur les bancs d'Herbitzheim & de Castel, sera exécutée suivant sa forme & teneur: la communauté de Saltzbroun continuera en conséquence de jouir exclusivement de la grasse & vaine pâture dans les cantons à elle affectés pour cet effet par ladite Convention, conformément au procès-verbal dressé par le sieur Bloucatte, Géomètre employé à la désignation des mêmes

cantons; lesquels accord & procès-verbal seront censés faire partie de la présente Convention, quant aux stipulations auxquelles il ne sera point dérogé par le présent article: Et pour terminer & prévenir toutes contestations au sujet de l'exploitation des forêts destinées à l'exercice du droit de grasse & vaine pâture de la communauté de Saltzbroun, le Prince de Nassau déclare lui céder à titre de cens perpétuel, la propriété des quatre cantons de forêts, énoncés dans ladite Convention du 19 décembre 1748, & compris dans le procès-verbal d'abornement: Savoir, 1.^o le canton dit *Schwandel*, de la consistance de cent deux arpens trois quarts: 2.^o Le canton de terres vacantes en friche, appelé *sur la Goelle*, de soixante-onze arpens & demi: 3.^o Le canton de terres vacantes en friche, appelé *devant la forêt d'Almouth*, ou de Lorraine, de la consistance de quatre-vingt-sept arpens: 4.^o La partie du Heydevaldt, de la consistance de quatre-vingt-huit arpens & demi. Lesdits habitans & communauté de Saltzbroun pourront en conséquence disposer propriétairement des mêmes forêts, sans néanmoins les effarter ou les changer de nature en tout ou en partie; mais elles resteront à perpétuité en nature de bois, pour être employées à l'affouage annuel, & aux autres besoins de la même communauté, qui sera tenue de les exploiter, conformément aux réglemens de Gruerie, usités dans le comté de Saarwerden, & ne pourra plus prétendre aucun autre droit d'affouage, soit dans la forêt dite *Almouth*, soit dans toute autre située dans le territoire de Nassau.

En reconnoissance du domaine direct du Prince, les habitans & communauté de Saltzbroun, payeront le 1.^{er} Février de chacune année, entre les mains du Receveur à ce préposé, un cens annuel, fixe, perpétuel & invariable, de trente livres, au cours de France; ils acquitteront les droits de gruerie & la taille réelle, telles que les communautés Nassauviennes les acquittent pour les coupes qu'elles font dans leurs forêts, sous la direction des Officiers des lieux, & pour la propriété des fonds de pareille nature, à elle appartenans. Le Prince ne pourra en aucun temps, ni sous quelque prétexte que ce

soit, exiger de ladite Communauté, à raison desdites forêts, d'autres sommes, redevances ni prestations, à titre de tiers-denier du prix des ventes, ni autrement, même dans le cas où par le repeuplement desdites forêts, la possibilité des coupes venant à l'avenir à excéder les besoins de la communauté, & son affouage annuel, il seroit procédé à la vente de quelques parties de la superficie; mais le prix en tournera en totalité au profit de ladite Communauté, après qu'elle aura obtenu la permission de procéder aux adjudications qui se feront par-devant les Officiers du Prince, lesquels ne percevront que les mêmes droits qui se payent en cas pareil par les communautés du comté de Saarwerden; lesdits droits & frais se préleveront sur le montant de l'adjudication, & le surplus sera versé par l'Adjudicataire dans la caisse du Receveur des domaines & bois de Lorraine, pour être employés aux besoins de la même Communauté.

Le Prince de Nassau établira d'ailleurs à Saltzbroun, conformément à l'article V de la Convention susmentionnée, un ou plusieurs Gardes, pour empêcher dans les cantons y désignés, tous les délits qui pourroient être commis, soit par les habitans de Saltzbroun, soit par les sujets du Prince de Nassau.

A R T. X I X.

Le droit d'aubaine sera aboli à perpétuité entre les différentes provinces du royaume de France, d'une part, & tous les États & Terres que la Maison de Weilbourg possède en Allemagne, de l'autre: en conséquence, les sujets respectifs, leurs héritiers légitimes, ou tous autres ayant titres valables, pour exercer leurs droits, pourront recueillir librement & sans empêchement, les biens & effets généralement quelconques, sans aucune exception, provenans des successions ouvertes dans les États respectifs, soit par testament, soit *ab intestat*, ou en vertu de quelques autres dispositions légitimes; bien entendu que dans tous les cas ils seront tenus aux mêmes loix, formalités & droits auxquels les sujets naturels du Roi & ceux du Prince

de Nassau-Weilbourg sont tenus dans les États & provinces où les successions auront été ouvertes; & qu'un sujet de S. A. venant à recueillir une succession dans les États de Sa Majesté, il ne pourra prétendre d'être traité plus favorablement, ni être tenu à de moindres prestations, de quelque nature qu'elles puissent être, que celles auxquelles auroit été tenu un sujet françois à qui il seroit échu une succession dans les États du Prince de Nassau-Weilbourg: bien entendu aussi que cette abolition du droit d'aubaine, ne portera aucune atteinte aux loix qui peuvent être établies dans les États & territoires respectifs, concernant l'émigration des sujets; & notamment aux Édits & Règlemens publiés en France sur cette matière, spécialement à l'Ordonnance de 1685, qui défend, sous les peines y énoncées, à tous les sujets du Roi, de sortir du royaume sans la permission de Sa Majesté.

A R T. X X.

QUANT à toutes les autres demandes & répétitions formées précédemment de part & d'autre, & qui ne sont point exprimées ni réglées par la présente convention, ou par les conventions antérieures, elles cesseront dès le moment de la conclusion de la présente convention, & elles seront pour toujours abolies.

A R T. X X I.

POUR éviter à l'avenir tout trouble & toute contestation de limites entre les États du Roi & le territoire de Nassau, les lignes séparatives seront par-tout reconnues & abornées à frais communs, par les Commissaires qui seront spécialement commis à cet effet, après la ratification de la présente convention, en faisant planter à vue, en leur présence, à la place des anciennes pierres bornes qui pour la plupart sont usées, cassées & peu reconnoissables, de nouvelles bornes de quinze pouces de largeur & d'épaisseur, & de trois pieds de hauteur au-dessus de terre, empreintes des armes des souverainetés respectives; en faisant aussi faire des tranchées de trente pieds de largeur dans les forêts qui se trouveront traversées par les

lignes des limites, & lesdits Commissaires feront du tout lever des cartes topographiques, & dresser des procès-verbaux en bonne forme. Ils feront en conséquence autorisés par des pouvoirs particuliers à appeler, lorsqu'ils procéderont auxdits abornemens, les Seigneurs Hauts-Justiciers, communautés, & autres particuliers qui pourront y être intéressés, pour décider & régler définitivement les contestations de limites & autres droits par eux prétendus, & qui jusqu'à présent ont été en suspens, & sont restés indécis.

A R T. X X I I.

LES deux parties contractantes, nommeront incontinent après la ratification des présens articles, un ou deux Commissaires pour en exécuter les différentes stipulations; ils seront chargés spécialement de discuter & de terminer à l'amiable les contestations particulières qui peuvent encore subsister entre les communautés frontalières des deux Dominations, & de prendre connoissance des accords & arrangemens intervenus précédemment entre quelques-unes d'elles, notamment entre la communauté de Vieux-Saarwerden France, & les communautés de Zollingen, Rimdorff, Bourbach & Pistorff, Nassau, pour donner, le cas échéant, aux mêmes accords & arrangemens, la forme & l'authenticité propres à en assurer à jamais l'exécution; sauf, au cas seulement qu'ils ne puissent pas accorder les communautés en contestation, à renvoyer ces litiges à la décision des Commissaires qui ont arrêté & signé cette convention. Les procès-verbaux que les Commissaires nommés en vertu du présent article dresseront relativement à leurs opérations, seront censés faire partie de la convention principale.

A R T. X X I I I.

LA présente convention sera ratifiée, & les ratifications expédiées en bonne & dûe forme, seront échangées dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la signature de ladite convention.

En foi de quoi, nous soussignés Commissaires du Roi &

du Prince de Nassau, en vertu de nos pleins-pouvoirs, avons signé la présente convention, & y avons fait apposer le cachet de nos armes.

FAIT à Nanci le vingt-quatre janvier mil sept cent soixante-seize.

(L. S.) PIERRE DE SIVRY. (L. S.) REUSCH.

TARIF du droit de passage, dit Weggeldt, établi dans les villages de Castel & de Herbitzheim, dans le bailliage de Neuf-Saarwerden.

Pour une voiture chargée.....	2 ^c	de Lorraine.
Pour une charrette chargée.....	1.	
Pour un cheval chargé.....	" 4 ^d	
Pour une charge d'homme.....	" 4.	
Pour gros bétail, par pièce.....	" 8.	
Pour menu bétail, par pièce.....	" 4.	
Pour des brebis, moutons & porcs, du cent...	16.	
Si le nombre est au-dessus, on paye.....	" 4	par pièce.
Pour un cheval qu'on mène vendre.....	" 8.	
Pour un Juif à cheval.....	2.	
Et quand il est à pied.....	1.	

NOUS, ayant agréable la susdite convention, en tous & chacun les points & articles qui y sont contenus & énoncés, avons iceux, tant pour Nous que pour nos Héritiers, Successeurs, royaumes, pays, terres, seigneuries & fujets, acceptés, approuvés, ratifiés & confirmés; & par ces présentes signées de notre main, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, garder & observer

inviolablement, sans jamais y contrevénir, ni permettre qu'il y soit contrevenu directement ou indirectement; en quelque sorte & manière que ce soit; en témoin de quoi nous avons fait apposer notre scel à ces présentes. DONNÉ à Versailles le septième jour du mois de février, l'an de grâce mil sept cent soixante-seize, & de notre règne le deuxième. *Signé LOUIS. Et plus bas, Par le Roi. Signé GRAVIER DE VERGENNES.*

Plein-pouvoir du Roi.

LOUIS, PAR LA GRÂCE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: A tous ceux qui ces présentes Lettres verront; SALUT. Comme notre très-cher & bien amé Cousin le Prince de Nassau-Weilbourg nous a fait témoigner le desir qu'il auroit de terminer, par une convention particulière, les différends qui subsistent depuis très-long-temps entre nos vassaux & sujets, & ceux de Nassau, par rapport aux enclaves respectives & aux terres indivises entre la Lorraine & la partie du comté de Saarwerden, terre d'Empire, appartenante à notredit Cousin, & que nous sommes dans la ferme résolution d'écarter tout ce qui pourroit troubler la bonne intelligence & le bon voisinage avec les Princes de l'Empire, & en particulier avec la Maison de Nassau, soit par voie d'échanges ou autres moyens amiables, nous nous sommes portés volontiers à écouter les propositions qui nous ont été faites à ce sujet par notre susdit Cousin; nous avons sur-tout acquiescé à celle de prendre pour base les principes établis par le traité de Vienne, de 1738, entre la France, l'Empereur & l'Empire, dans les articles II séparés de la convention du 28 Avril, & III de la convention du 28 août 1736, concernant les enclaves & terres mêlées de la Lorraine avec celles des Princes de l'Empire, à l'effet de couper racine aux troubles

& discussions qui en résultoient continuellement, au grand préjudice des intérêts communs de la France, de l'Empire & de la Maison de Nassau. A CES CAUSES & autres bonnes considérations, à ce nous mouvant, nous confiant entièrement en la capacité, expérience, zèle & fidélité de notre cher & féal le sieur DE SIVRY, Président à mortier en notre Parlement de Lorraine, nous l'avons commis, ordonné & député; & par ces présentes signées de notre main, le commençons, ordonnons & députons, & lui avons donné & donnons plein-pouvoir, commission & mandement spécial, pour, en notre nom, convenir avec le Commissaire de notre dit Cousin le Prince de Nassau-Weilbourg, pareillement muni de ses pleins-pouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure & signer une Convention entre Nous & notre dit Cousin, à l'effet de ce que dessus, voulant que ledit sieur DE SIVRY agisse en cette occasion avec la même autorité que nous ferions ou pourrions faire, si nous y étions présents en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requît un mandement plus spécial que ce qui est contenu en ces présentes, sauf toutefois notre ratification : CAR TEL EST NOTRE PLAISIR; en témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. DONNÉ à Versailles le vingt-quatrième jour du mois de décembre, l'an de grâce mil sept cent soixante-quinze, & de notre règne le deuxième. *Signé LOUIS. Et plus bas,* Par le Roi. *Signé GRAVIER DE VERGENNES. (L. S.)*

Plein-pouvoir du Prince de Nassau.

PAR LA GRÂCE DE DIEU, NOUS CHARLES, PRINCE DE NASSAU, Comte de Saarbruck & de Saarwerden, Seigneur de Lahr, Wisbacht & Idstein, &c. &c. &c.

Savoir faisons par ces présentes : Sa Majesté Très-Chrétienne ayant bien voulu se prêter au desir que nous lui avons témoigné de terminer à l'amiable par une Convention générale & définitive, toutes les contestations qui subsistent depuis long-temps

entre ses sujets & les nôtres, par rapport aux limites & les enclaves respectives entre le duché de Lorraine d'une part, & nos possessions du comté de Saarwerden & de la vouerie d'Herbitzheim, terres d'Empire, d'autre part; & n'ayant rien plus à cœur que de concourir de notre part à tout ce qui peut affermir la bonne intelligence qui subsiste si heureusement entre l'Empire & la France, en faisant cesser ces contestations & différends par voie d'échanges, ou autres moyens convenables, à l'effet de couper racine aux troubles & dissensions qui en résultent continuellement au préjudice des intérêts communs de la France, de l'Empire & de nosdites possessions. A CES CAUSES, nous confiant entièrement en la capacité, expérience, zèle & fidélité du sieur JEAN-ANTOINE REUSCH, notre Conseiller de la Cour, nous l'avons commis, ordonné & député; & par ces présentes signées de notre main, le commençons, ordonnons & députons, & lui avons donné plein-pouvoir, commission & mandement spécial, pour, en notre nom, convenir avec M. de Sivry, Président à mortier de la Cour souveraine de Lorraine, pareillement muni par Sa Majesté, des pleins-pouvoirs en bonne forme, arrêter, conclure & signer une Convention générale & définitive entre Sadite Majesté & nous, à l'effet de ce que dessus: voulant que notredit Commissaire agisse en cette occasion avec la même autorité que nous ferions ou pourrions faire, si nous y étions présents en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requit un mandement plus spécial que ce qui est contenu en ces présentes, sauf toutefois notre ratification; en vertu de quoi nous avons fait mettre notre scel à ces présentes. DONNÉ à Kirchheim-Bolande le trentième jour du mois de septembre, l'an mil sept cent soixante-quinze. *Signé* (L. S.) CHARLES, Prince de Nassau.

